

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 21/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GARNICA PLYWOOD FRANCE**

Les Barthes  
47250 Samazan

Références : RC/SEI/UbD24-47/2025/84  
Code AIOT : 0005208602

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement GARNICA PLYWOOD FRANCE implanté LD LES BARTHES 47250 Samazan. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le contexte de l'action nationale sur les moyennes installations de combustion en 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARNICA PLYWOOD FRANCE
- LD LES BARTHES 47250 Samazan
- Code AIOT : 0005208602

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de plaquage de bois de peuplier autorisée par arrêté préfectoral n° 47-2017-01-20-0001 du 20 janvier 2017 modifié. Les grumes reçues sont transformées en feuilles de bois après opérations d'écorçage, sciage, déroulage et pour certaines, séchage dans des séchoirs alimentés par 2 chaudières à biomasse.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nomenclature ICPE applicable - Admission du bois dans la chaudière biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Systèmes de traitement des fumées, phases de démarrage et d'arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
4	Recueil de données MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que de manière générale, l'exploitant est bien autorisé à accueillir en combustion le bois et les déchets de bois qu'il admet dans sa chaudière en qualité de biomasse et son classement au titre de la réglementation des installations classées est bien représentatif du bois admis. Un programme de suivi et de contrôle de la qualité du bois lors des livraisons est mis en place pour s'assurer que la biomasse réponde à ces critères. Toutefois l'exploitant essaie actuellement de mieux définir ces critères d'acceptation et de mieux former le

personnel pour réduire encore la présence résiduelle de déchets de bois non admissibles dans les livraisons.

L'exploitant dispose de plusieurs dispositifs de traitement des fumées. Ils font l'objet d'un entretien préventif. Les incidents sont notés dans un carnet de suivi.

L'exploitant réalise un contrôle des fumées de combustion à la périodicité requise, tous les deux ans. Les rapports de contrôle consultés en 2022 et en 2024 ne mettent pas en évidence de dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration. Toutefois les rapports de contrôles n'indiquent pas les conditions de fonctionnement des chaudières pendant les mesures. C'est un point d'amélioration.

L'inspection a noté la volonté de l'exploitant d'être rigoureux dans les contrôles et le suivi qu'il effectue de ses chaudières au quotidien.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nomenclature ICPE applicable - Admission du bois dans la chaudière biomasse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Combustible
<b>Prescription contrôlée :</b>  La nomenclature des installations classées prévoit un classement en 2910-A uniquement si le combustible utilisé correspond à l'un des combustibles suivants : "A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement. 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 : a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ; b) Les déchets ci-après : i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ; [...] iv) Déchets de liège [...]."  L'article 6.2.1 de l'arrêté ministériel des installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 prévoit que : "Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion. Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion." L'article 115 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°47-2017-01-20-001 du 20 janvier 2017 demande que "la biomasse admise comme combustible au sein des 2 chaudières se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée, ni revêtue d'une substance quelconque (peinture ou produit de traitement). Elle inclut notamment le bois sous forme d'écorces ou de plaquette forestières.

L'article 116 de cet arrêté préfectoral demande par ailleurs que l'exploitant mette en place un contrôle qualité pour s'assurer que la biomasse réponde à ces critères et s'assure au travers d'analyses et d'un cahier des charges de la qualité des produits acceptés.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis les fiches de caractéristiques techniques qui permettent de confirmer la puissance thermique maximale des chaudières :

Chaudière 1

-Puissance des serpentins 6,208 MW

-Puissance des batteries 0,960 MW ; 0,960 MW

Puissance totale chaudière 1 de 8,128 MW.

Chaudière 2

-Puissance des serpentins 6,815 MW

-Puissance des batteries 1,035 MW ; 1,890 MW ; 1,890 MW

Puissance totale chaudière 2 de 11,63 MW.

Soit une puissance totale de 19,758 MW.

Un contrôle par sondage sur le terrain permet de vérifier la plaque du constructeur associée aux serpentins (6,208 MW) de la chaudière 1 et des batteries (1,035 MW) de la chaudière 2.

La puissance des chaudières est sur cette base inférieure à 20 MW. Elles ont été mises en service en 2012 et en 2018, ce qui a permis de calculer les valeurs limites d'émission objet de l'arrêté préfectoral.

Le site reçoit principalement du bois de peuplier venant d'Espagne dont le découpage est fait sur site ou non, dépendant de la dimension des arbres. Après enlèvement des écorces et après découpage, l'objectif ensuite est de dérouler le bois puis de le sécher en raison de son taux d'humidité. Les séchoirs fonctionnent à l'huile qui est chauffée indirectement grâce aux deux chaudières alimentées par les déchets de bois. Ces déchets de bois que le site ne peut pas exploiter industriellement sont ajoutés dans les chaudières. Après séchage le site fabrique des plaquettes qui sont ensuite collées entre elles. Le collage n'est pas fait sur le site de Samazan. Il n'y a pas de colle ajoutée sur le site, ce qui justifie le classement ICPE 2910-A.

Le bois admis sur le site peut provenir de plusieurs fournisseurs et selon plusieurs types de bois. L'inspection vérifie par sondage dans le tableau de suivi de l'exploitant l'identité de quelques fournisseurs. Le tableau indique que sont reçus sur le site des plaquettes forestières relevant de la catégorie 1A-PFA selon le guide Ademe, des écorces 2A-CIB, des plaquettes de produits connexes de scierie et assimilés classés 2B-CIB, et le bois d'emballage SSD. Ce classement est basé sur une ancienne classification de l'Ademe.

Le site reçoit des déchets de bois ayant fait l'objet de sortie de statut de déchet (SSD) via l'application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion. Ils proviennent des sites Eco-Bois (SSD Ecos-bois/SSD/Bois/01 du 01/11/2014) et Eco transformation. L'inspection vérifie les certifications SSD de ces deux sites pour les broyats d'emballages en bois, ce qui n'appelle pas de remarques.

L'exploitant fait également l'objet d'audits réguliers de l'Ademe dans le cadre de l'attribution de subventions.

La visite sur le terrain permet d'observer différents dépôts de bois / déchets de bois triés et stockés en fonction de ceux revendus chez des clients tels que des papetiers, les écorces plus ou moins humides, dont les mélanges pourront alimenter les chaudières (les écorces trop humides ne sont pas exploitables industriellement), les dépôts de bois « SSD » de type palettes, cagettes, les dépôts de gros noyaux de peupliers que le site ne peut pas broyer et lesquels sont ensuite

revendus. L'inspection suit ensuite le process mis en place sur le site.

L'exploitant dispose d'une procédure interne/instruction technique (deux notes) du 22/10/2020 visant à préciser les contrôles à faire lors de la réception de la biomasse sur le site. Ces deux procédures précisent si les livraisons doivent être refusées ou non en fonction de la présence de corps étrangers, la présence de fines, de gros morceaux, avec photos à l'appui pour aider à la distinction.

L'exploitant déclare procéder à la prise d'échantillons généralement sur chaque camion livré pour vérifier le taux d'humidité (de manière quasiment systématique, à l'exception de quelques camions). Une procédure définit par ailleurs le protocole de mesure et de prélèvement à plusieurs localisations sur les dépôts stockés de biomasse sur le site.

L'inspection vérifie le tableau de suivi des entrées sur le site. La plupart des livraisons sont acceptées mais il peut y avoir quelques refus de manière mensuelle suite à la présence plus importantes de ces débris. Certaines livraisons peuvent être parfois acceptées avec la présence résiduelle de plastiques, métal, fines, gros morceaux selon les critères de l'exploitant (pas, peu, important). L'exploitant indique que le refus reste délicat et doit être fait après prise de photographies, ce qui n'est pas toujours réalisé. Il indique qu'il cherche à mieux redéfinir quels sont les différents critères d'acceptation des livraisons, accompagné d'une meilleure formation du personnel. L'inspection estime que la mise en place de ce tableau de suivi des entrées/sorties et refus est une bonne pratique. Un suivi rigoureux est effectué pour la vérification des livraisons par l'exploitant, bien que la présence ponctuelle d'éléments qui ne seraient pas dans les critères d'acceptation ne peut pas être complètement exclue. L'inspection encourage en effet l'exploitant à mieux redéfinir les critères d'acceptation et poursuivre la formation du personnel afin d'éviter lors des contrôles la présence de corps étrangers dans les livraisons, qui peuvent avoir ensuite des conséquences sur les résultats de mesure des polluants en sortie des chaudières. L'inspection vérifie un exemple de fiche de non-conformité sur une livraison ponctuelle de biomasse.

L'inspection n'a pas constaté lors de sa visite terrain de dépôts de déchets de bois ou de bois qui ne seraient pas conformes aux critères d'acceptation au regard du classement 2910-A de la chaudière. En particulier les bois/déchets de bois ne semblent pas être traités, ce qui est conforme au regard des exigences réglementaires.

Enfin l'inspection note que l'exploitant se base sur le classement (Classe 1 PFA, 2 CIB, ect..) issu d'un ancien guide méthodologique de l'Ademe. Depuis un nouveau guide de l'Ademe paru en 2022 adopte une nouvelle classification (Bois A, BR1 ect...). Du point de vue de la réglementation des installations classées l'exploitant devrait en plus se référer de manière complémentaire aux libellés de la définition de la biomasse selon la définition de la rubrique 2910. L'inspection note que le bois admis semble se référer aux définitions a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière et b) i) Déchets végétaux agricoles et forestiers, mais demande que l'exploitant confirme ce classement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- L'exploitant redéfinit quels sont les différents critères d'acceptation des livraisons, accompagné d'une meilleure formation du personnel, et transmet ses conclusions à l'inspection.
- L'exploitant transmet à l'inspection la correspondance entre la définition de la biomasse qu'il accepte sur le site selon les critères du guide Ademe et selon la définition de la biomasse reconnue au sens de la rubrique 2910.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 2 : Contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

L'article 6.3.I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 prévoit que :

"I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats."

Les articles 6.2.4.I.a), 6.2.4.II), 6.2.4.III), et 6.2.4.IV) de l'arrêté ministériel prévoient les VLE applicables à l'installation de combustion exploitée par la société Garnica.

L'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2020-05-12-001 du 12 mai 2020 reprend ces VLE applicables.

**Constats :**

L'inspection a vérifié les deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques en sortie de chaque cheminée (une cheminée par chaudière biomasse, deux chaudières en totalité). Des contrôles ont été effectués en date du 30 mai 2022, du 08 au 09 novembre 2022 et du 03 au 04 juin 2024 en sortie de cheminée de la chaudière n°1. Des contrôles ont été effectués en date du 30 mai 2022, puis du 08 au 09 novembre 2022 (afin de faire uniquement des mesures sur les poussières qui n'étaient pas conformes sur la date du 30 mai 2022), puis du 03 au 04 juin 2024 en sortie de cheminée de la chaudière n°2. Les périodicités prévues par les textes réglementaires sont donc respectées.

Les autres conditions d'expression des résultats ont été respectées. Les résultats ont été ramenés à 6 % d'O<sub>2</sub>, ce qui est conforme pour un combustible biomasse. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). De manière générale, les VLE correspondants aux différents polluants ont été respectées, à l'exception des poussières pour la chaudière 2 en date du 30 mai 2022 : 52 mg/m<sup>3</sup> en moyenne pour une valeur limite d'émission fixée à 50 mg/m<sup>3</sup> (trois essais à 42,8 ; 30,2 et 83 mg/m<sup>3</sup>). Le dépassement est intervenu au moment d'un décolmatage poussières, explication donnée par l'exploitant. Cette mesure de décolmatage est faite généralement toutes les 12 heures. La nouvelle mesure faite le 09/11/2022 est conforme (17,2 mg/m<sup>3</sup>, moyenne des trois essais tous conformes).

Les arrêtés préfectoraux applicables à l'exploitant ne prévoient actuellement pas de VLE en flux.

L'inspection note des valeurs mesurées en concentration en PCDD/F situées parfois entre 1/10 et 1/3 (valeurs trouvées variant de 0,01671 ng/m<sup>3</sup> ; 0,00445 ; 0,06767 ; 0,003658) de la VLE (0,1 ng/m<sup>3</sup>). Si ces valeurs respectent la VLE, elles restent un peu élevées de manière relative, ce qui peut avoir des raisons diverses et peut être le témoin de combustion incomplète ou encore liées aux déchets de bois admis dans la chaudière ce jour-là. L'exploitant devrait mieux analyser ces résultats et en tirer le retour d'expérience au regard des enjeux sanitaires potentiels associés aux mesures de PCDD/F.

Les rapports de mesure n'indiquent pas les conditions de fonctionnement dans lesquelles les mesures ont été faites, qui doivent être représentatives des conditions de fonctionnement usuelles de l'installation pour que le résultat permette d'apprécier la qualité des effluents issus des émissaires de rejet en temps normal. L'exploitant indique que ces conditions de fonctionnement le jour de la mesure sont assez aléatoires et dépendent du besoin d'alimentation en énergie des séchoirs de bois de type générateur de chaleur indirect.

Ainsi selon le taux d'humidité du bois et des déchets de bois à sécher, la puissance des chaudières peut varier. A titre indicatif elle était indiquée à environ 16 MW sur le synopsis du panneau de contrôle lors de la visite terrain. L'exploitant indique difficilement être en mesure d'évaluer les fluctuations de puissance, qu'il évalue en général entre 8/12 MW et 16 MW. Toutefois il indique que les deux chaudières sont en permanence toutes les deux en fonctionnement, même si elles ne fonctionnent pas toujours à pleine puissance. Il indique s'attacher à ne pas faire réaliser les mesures périodiques ni durant les trois périodes annuelles de maintenance ni durant les périodes de démarrage / arrêt des chaudières ni durant les périodes d'arrêt et maintenance hebdomadaires des séchoirs (chaque semaine arrêt d'un séchoir pendant quelques heures) et de faire venir le bureau de contrôle seulement lors des phases de fonctionnement qu'il qualifie de normal. Il manque néanmoins ce type d'information dans le rapport de contrôle car l'exploitant n'a pas défini les conditions de fonctionnement normales de son installation et les mesures réalisées ne permettent pas de s'assurer complètement que le résultat est représentatif de la qualité des effluents issus des émissaires en temps normal au regard de la variabilité du combustible admis et de la puissance atteinte de la chaudière.

Les durées minimales de prélèvement pour chaque essai suivant la norme NF X 43-551 ont été respectées (30 minutes minimum pour les composés gazeux et 1 heure minimum pour les composés particulaires). Les 3 essais réglementaires ont été réalisés.

Toutefois la durée de prélèvement pour réaliser une mesure sur les dioxines a été de 180 minutes (3h) et ne respecte pas la norme EN 1948, laquelle prévoit une durée de prélèvement sur une durée de 6 à 8 heures.

Les vitesses de rejet sont les suivantes :

Année	Vitesse constatée (en m/s)
30/05/2022	Chaudière 2 : 12,2 m/s
08 au 09/11/2022	Chaudière 1 : 8,3 m/s en moyenne Chaudière 2 : 10,6 m/s



03 au 04/06/2024	Chaudière 1 : 8 m/s en moyenne Chaudière 2 : 8,8 m/s en moyenne
Ces valeurs respectent la valeur de l'arrêté ministériel minimale à 6 m/s qui est cohérente pour des chaudières biomasse à déclaration.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -L'exploitant analyse l'origine des valeurs relativement un peu élevées des résultats trouvés en PCDD/F sur ses installations (qui respectent les VLE). -Les durées minimales de prélèvement en dioxines doivent être situées entre 6 et 8 heures. -L'exploitant devrait mieux définir les conditions normales de fonctionnement de ses chaudières et s'assurer que les mesures périodiques sont réalisées dans ces conditions de fonctionnement usuelles. -L'exploitant fait mentionner dans les rapports de mesure faites par le bureau de contrôle, les conditions de fonctionnement des chaudières.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois	

### N° 3 : Systèmes de traitement des fumées, phases de démarrage et d'arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entretien des installations : L'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 3 aout 2018 demande que l'exploitant prévoit « Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. ». L'article 6.5 prévoit que "Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration."
Phases de démarrage et d'arrêt des installations : L'article 3.6 de l'arrêté ministériel du 3 aout 2018 demande que : « les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible. »
Indisponibilité des dispositifs de traitement des fumées : L'article 1.3 de l'arrêté ministériel du 3 aout 2018 demande que l'exploitant conserve le : « relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire [...] »

L'article 37 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°47-2017-01-20-001 du 20 janvier 2017 demande également que "les installations de traitement d'effluents atmosphériques (filtres à manches, filtre électrostatique...) doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : [...] à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.[...]".

#### **Constats :**

Les dispositifs de traitement des fumées sont pour la chaudière n°1 deux multicyclones et un filtre à manches et pour la chaudière n°2 deux filtres cycloniques et un électrofiltre.

#### Entretien

L'exploitant connaît trois périodes d'arrêt partiel annuel de l'usine, un arrêt en janvier d'environ une semaine, un arrêt en avril d'environ une semaine et un arrêt en août d'environ trois semaines. L'exploitant indique que les actions réalisées lors de ces arrêts périodiques sont l'ouverture de la chaudière, un contrôle visuel, le nettoyage des cendres. Ils appliquent de la maintenance préventive et corrective. S'ils doivent procéder à des réparations, ils évaluent la possibilité de réparer tout de suite sinon reportent la maintenance à l'arrêt suivant. La durée plus importante de la visite du mois d'août est plus conjoncturelle mais l'exploitant indique ne pas faire plus d'actions de maintenance que lors des autres visites périodiques.

Les filtres à manche colmatés sont remplacés périodiquement.

L'exploitant indique aussi nettoyer et sortir les cendres/remplacer les filtres lors des arrêts périodiques des multicyclones (ce qui peut nécessiter des travaux en hauteur).

Les actions inscrites dans ce rapport ne constituent pas un inventaire exhaustif des actions de maintenance entreprises sur le site.

Par sondage l'inspection vérifie sur le logiciel de gestion de l'exploitant, la réalisation d'actions de maintenance sur l'électrofiltre de la chaudière n°2 (par exemple remplacement d'isolateurs).

L'exploitant accorde beaucoup d'importance à la qualité des cendres récupérées, qui, outre leurs propriétés pour pouvoir partir en épandage sont un signe de la qualité de la combustion et in fine du respect des VLE dans les fumées de combustion.

Dans le carnet de suivi au niveau des chaudières un relevé est effectué chaque jour pour surveiller des paramètres de fonctionnement comme la température du foyer (ect...), le delta P au niveau des filtres à manches (ce qui peut indiquer un colmatage en cas de delta P trop importante). Mais en revanche l'exploitant n'a pas défini de valeur de critère de delta P limite pour lui indiquer que les filtres sont colmatés. Cela pourrait l'aider à anticiper les remplacements préventifs de filtres. L'exploitant complète ces contrôles journaliers par une observation visuelle des fumées (selon leur visibilité et opacité) et de la qualité des cendres.

Dans ce carnet de suivi l'exploitant consigne aussi des opérations de maintenance. Par exemple en avril 2024, mention du nettoyage du multicyclone et nettoyage de l'intérieur du foyer.

#### Démarrage/arrêt

L'exploitant déclare que les phases d'arrêt sont assez courtes, d'une durée qu'il estime comprise entre 3 et 4 heures. La période la plus critique pour le fonctionnement des filtres est lorsque la température des fumées de combustion est située entre 140 et 160 °C, puisqu'il y a alors un by pass du filtre. Il n'y a plus de by pass ensuite une fois la température plus élevée des gaz atteinte.

#### Incidents/dysfonctionnements

L'exploitant tient à jour un carnet de suivi manuscrit pour noter les différents dysfonctionnements avec des commentaires pour signaler les conséquences possibles. Un exemple est vu : période du 9 au 11 janvier 2024 durant la quelle les fumées étaient visibles, que l'exploitant attribue à une température insuffisante en sortie d'arrêt hivernal pour activer le

filtre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>- L'exploitant pourrait définir des valeurs de critères de delta P pour la pression exercée au niveau des filtres, ce qui l'aiderait à mieux anticiper des remplacements périodiques de filtres à manches. Il est demandé d'informer l'inspection sous 3 mois des suites données.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Recueil de données MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'article R.515-114 du code de l'environnement prévoit que :</p> <p>« I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a bien effectué la déclaration demandée. Celle-ci est conforme à la situation rencontrée sur le site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------